

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 29/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SUEZ RV Energie - AZALYS**

AZALYS  
RD 190 - La Demie Lieue  
78955 Carrières-sous-Poissy

Code AIOT : 0006503183

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/11/2023 dans l'établissement SUEZ RV Energie - AZALYS implanté AZALYS RD 190 - La Demie Lieue 78955 Carrières-sous-Poissy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV Energie - AZALYS
- AZALYS RD 190 - La Demie Lieue 78955 Carrières-sous-Poissy
- Code AIOT : 0006503183
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine AZALYS est une unité de valorisation énergétique d'incinération d'ordures ménagères exploitée par la société HELYZEO.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Équipement sous pression

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
3	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande d'action corrective	3 mois
5	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Sans objet
4	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de mettre en lumière une gestion très perfectible des équipements sous pression (ESP), en décalage avec les objectifs de fiabilisation de l'usine avancés par l'exploitant. Le constat de l'exploitation de deux ESP présentant un retard de requalification périodique constitue un manquement important qu'il convient de corriger au plus vite. Bien qu'un tel constat réclamerait une mise hors service immédiate des deux équipements, cette dernière impliquant un arrêt complet des deux lignes d'incinération, il est permis à l'exploitant de poursuivre leur exploitation pour une durée maximum de 2 mois et à condition de limiter au strict nécessaire (durée et effectifs) l'accès auxdits équipements.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Equipements sous pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des équipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis à l'équipe d'inspection la liste de ses équipements sous pression préalablement à l'inspection et en a remis une version à jour le jour de la visite. L'équipe d'inspection constate que la liste comporte l'ensemble des informations requises.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Equipements sous pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Personnel
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - L'exploitant dispose du personnel nécessaire à l'exploitation, à la surveillance, et à la maintenance des équipements. Il fournit à ce personnel tous les documents utiles à l'accomplissement de ces tâches. Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger. Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction. II. - L'exploitant fournit les moyens humains et matériels nécessaires aux opérations de contrôle. Versions
<b>Constats :</b>  L'exploitant déclare former l'ensemble du personnel de quart à la connaissance des équipements sous pression et montre à l'équipe d'inspection les attestations de formation d'une équipe de quart délivrées par la Société Européenne Formation datées des 1er et 2 mars 2023 pour les personnes suivantes : M. Momar SENE, M. Arnaud FREDERIC, M. Nicolas DESSERRE, M. Fabrice CAMPUS et M. Djalloul HAMEDJ. L'exploitant déclare renouveler ces formations tous les 5 ans.  <b>Non-conformité n° 20231110-NC-1 :</b> L'exploitant n'est pas en mesure de présenter à l'équipe d'inspection un document reconnaissant formellement l'aptitude du personnel chargé de l'exploitation des équipements sous pression à remplir cette tâche. L'exploitant doit produire ledit document sous 1 mois et prévoir de le renouveler selon une période qu'il définira.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 3 : Equipements sous pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dossier d'exploitation - générateur de vapeur n° 40136
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.  Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication : - si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ; - si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ; - l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.

<p>Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour tous les équipements :</li> <li>- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;</li> <li>- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;</li> <li>- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;</li> <li>- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;</li> <li>- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'équipe d'inspection procède à un contrôle par échantillonnage des équipements sous pression (ESP) du site en sélectionnant dans la liste des ESP le générateur de vapeur de fabrication GEC ALSTHOM STEIN FASEL n° 40136, datant de 1997, présentant un volume de 44 378 litres et une PS de 54 bars.</p> <p>Le dossier d'exploitation de l'ESP est complet et indique que ce dernier a subi les opérations de contrôle périodique requises.</p> <p>Le dossier d'exploitation indique que l'ESP est exploité sous le régime APHP (avec présence humaine permanente) - NF 32020. Sous ce régime, un essai des sécurités doivent être effectués entre deux inspection périodiques (IP) et au minimum tous les 12 mois. Or, bien que le registre de l'ESP fasse apparaître des essais des sécurités entre les IP conduites sur l'équipement, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un document attestant la réalisation desdits essais, ainsi que leur contenu. L'équipe d'inspection considère qu'en l'absence de document traçant la réalisation des essais de sécurité, leur seule mention dans le registre est insuffisante pour attester de leur réalisation en bonne et due forme (effective et exhaustive).</p> <p>La visite sur le terrain n'a pas permis de relever de non-conformité.</p> <p><b>Non-conformité n° 20231110-NC-2 :</b> L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer la bonne réalisation des essais de sécurité requis entre deux inspections périodiques et au minimum tous les 12 mois sur l'équipement de fabrication GEC ALSTHOM STEIN FASEL numéroté 40136.</p> <p>L'exploitant doit mettre en place sous 3 mois les éléments permettant le traçage de ces opérations de sécurité et de s'assurer que l'ensemble des sécurités sont bien testées à l'occasion de chacun de ces essais.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 4 : Equipements sous pression

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dossier d'exploitation - Récipient n° 2488</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.</p>

Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;
- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;
- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

- pour tous les équipements :
- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;
- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;
- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;
- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;
- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;

#### Constats :

L'équipe d'inspection procède à un contrôle par échantillonnage des équipements sous pression (ESP) du site en sélectionnant dans la liste des ESP le récipient de fabrication ALDER n° 2488, datant de 1998, présentant un volume de 45 litres et une PS de 14 bars.

Le dossier d'exploitation de l'ESP ne contient pas de document attestant du réglage du ou des accessoire(s) de sécurité. Au cours de la visite terrain, l'exploitant s'est souvenu que l'équipement n'en était pas pourvu car monté sur un réseau de pression inférieure à la PS de l'équipement. L'exploitant montre à l'équipe d'inspection les 3 récipients de fabrication X. PAUCHARD qu'il déclare être en amont de l'équipement. Les 3 récipients indiqués sont bien pourvus de soupapes tarées à 10 bars eu égard aux documents qui ont été présentés à l'équipe d'inspection.

La visite sur le terrain n'a pas permis de relever de non-conformité mais n'a pas non plus permis de vérifier que l'ESP était effectivement sur le réseau de pression des équipements X. PAUCHARD. Toutefois, le rapport de l'inspection périodique conduite par l'APAVE le 12/10/2023 sur l'ESP ALDER confirme les déclarations de l'exploitant (mention : « *Protection en amont par les soupapes de sécurité montées sur les équipements n° de série : V9499, V9502 et V9501 contrôlés ce jour* »).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Equipements sous pression

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25

**Thème(s) :** Risques accidentels, Requalification périodique - Récipient n° 1551524

#### Prescription contrôlée :

[...]

IV. - Il est interdit :

- d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; [...]

#### Constats :

L'équipe d'inspection remarque dans la liste des équipements sous pression (ESP) du site une ligne

comportant la mention « <i>en cours de remplacement</i> ». L'ESP de fabrication SEA et portant le n° 1551524 (année : 2010 / V = 200 litres / PS = 14 bars) correspondant à cette ligne, présente une date de requalification périodique dépassée (21/04/2020). L'équipe d'inspection constate que le dossier d'exploitation de l'ESP contient un compte-rendu d'inspection périodique daté du 12/10/2023 rédigé par l'APAVE portant le commentaire « <i>Équipement en retard de requalification périodique</i> ». L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de la conduire auprès de l'ESP en question et constate que ce dernier est en cours d'exploitation.
<b>Non-conformité n° 20231110-NC-3 :</b> L'équipement de fabrication SEA et portant le numéro 1551524 est en exploitation, alors que sa date limite de requalification périodique est dépassée depuis plus de 3 ans. L'exploitant doit régulariser sous 2 mois la situation de cet équipement soit en procédant à sa requalification périodique soit en le mettant hors service. Dans l'attente de cette régularisation, l'exploitant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter au maximum les accès aux abords de l'équipement (pancartage, séance d'information, etc.).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 6 : Equipements sous pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Requalification périodique - Récipient n° 1551523
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] IV. - Il est interdit : - d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; [...]
<b>Constats :</b>  L'équipe d'inspection remarque dans la liste des équipements sous pression (ESP) du site une ligne comportant la mention « <i>en cours de remplacement</i> ». L'ESP de fabrication SEA et portant le n° 1551523 (année : 2010 / V = 200 litres / PS = 14 bars) correspondant à cette ligne, présente une date de requalification périodique dépassée (21/04/2020). L'équipe d'inspection constate que le dossier d'exploitation de l'ESP contient un compte-rendu d'inspection périodique daté du 12/10/2023 rédigé par l'APAVE portant le commentaire « <i>Équipement en retard de requalification périodique</i> ». L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de la conduire auprès de l'ESP en question et constate que ce dernier est en cours d'exploitation.  <b>Non-conformité n° 20231110-NC-3 :</b> L'équipement de fabrication SEA et portant le numéro 1551523 est en exploitation, alors que sa date limite de requalification périodique est dépassée depuis plus de 3 ans. L'exploitant doit régulariser sous 2 mois la situation de cet équipement soit en procédant à sa requalification périodique soit en le mettant hors service. Dans l'attente de cette régularisation, l'exploitant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter au maximum les accès aux abords de l'équipement (pancartage, séance d'information, etc.).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois